

GUATEMALA



N° 22 - NOVEMBRE-DECEMBRE 1983

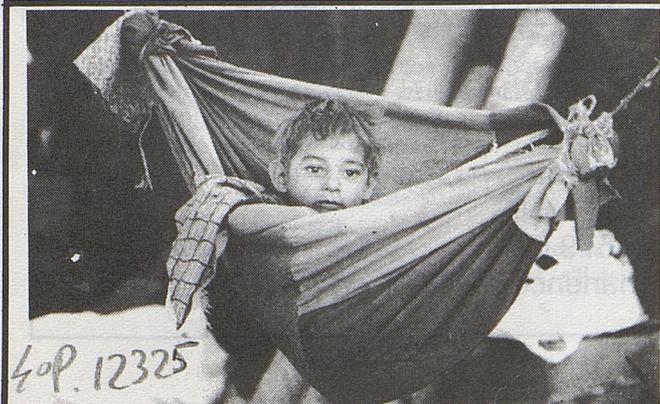


6 F



REAGAN-MEJIA :

**JE T'AIME,
MOI NON PLUS**

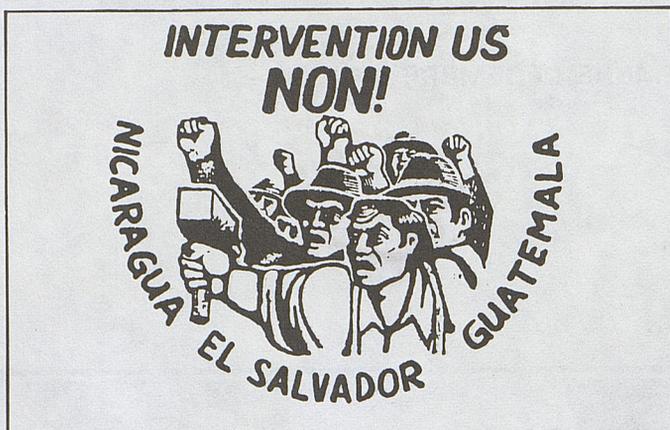


40P. 12325

DOSSIER ECONOMIQUE :

**DU DEVELOPPEMENT
DEPENDANT
A L'AFFRONTEMENT**

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



SOLIDARITE GUATEMALA
publié par le Collectif Guatemala.
Adresse postale : 67, rue du Théâtre 75015 Paris.
Photocomposition : VRAC.
Impression : Rotographie, Montreuil (859 00 31)
Directeur de la publication : Hugues Cayzac
Commission paritaire n°65 146.

MATERIEL DISPONIBLE AUPRES DU COLLECTIF

Films 16 mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn.

Film vidéo : *le Chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55 mn ; deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

Brochures :
Vingt ans de lutte (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND).
Verdict de la session du Tribunal permanent des peuples, janvier 1982.

Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyses de la réalité guatémaltèque sous forme de dossiers. Le n° 1 s'intitule *les Indiens et la révolution* (cinq articles jusqu'aujourd'hui).

Brochure URNG. Recueil des textes 1983.

Bulletin : *Solidarité Guatemala*, bimestriel.

Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires. Affiches, autocollants, cassettes, disques, cartes postales et cartes dessinées, badges, etc.

Tee-shirts : « USASSASSINS, Hors de l'Amérique centrale ! ».

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN	36 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN	60 F

Chèques à l'ordre de :

COLLECTIF GUATEMALA.



Date de l'abonnement :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je m'abonne et je paye F.

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.

OUI NON

COLLECTIF GUATEMALA

67, rue du Théâtre

75015 PARIS

Tél : 579 67 57

Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.



EDITORIAL

Si certains s'attendent à un « changement », ou même une « amélioration », après le coup d'État du 23 mars 1982 de Rios Montt, ne furent-ils pas les mêmes qui taxèrent ce dernier de « fou », de « fanatique » ou bien encore d'« illuminé », non pas dans les mois qui suivirent, mais bien longtemps après, lorsque son règne pointait sa fin ? Que dire alors du nouveau président-général-dictateur ? Si d'aucuns ont eu le courage et l'hypocrisie d'oublier les exactions de Rios Montt en 1973 dans le Sansirisay et de le blanchir lors de sa prise du pouvoir, auront-ils aussi peu de mémoire pour se souvenir que Mejia Victores, nouveau promoteur du génocide institutionnalisé, a été ministre de la Défense de Rios Montt, et par là-même co-responsable du génocide, des massacres, des tueries, de tout ce qui fait le martyr quotidien du peuple guatémaltèque ? Et cela même, jusqu'à la veille de son coup de force : qui oserait oublier ses antécédents ?

Ainsi, ce nouveau général génocide ne prétend pas au mystère et ses alliés non plus. La presse internationale s'est largement faite l'écho de la lune de miel que vivent depuis le 8 août le gouvernement guatémaltèque et l'administration Reagan. Israël, le Chili, l'Argentine, Taïwan répondent toujours présent à l'appel des classes dominantes guatémaltèques en voie de disparition. Plus proches de nous répondent aussi présent, la Belgique, la Suisse et d'autres pays européens. La dictature guatémaltèque ne manque pas d'amis, plus ou moins intéressés, mais pareillement dépourvus d'un quelconque principe moral ou humanitaire. « Business is business ».

Et si la Croix-Rouge a fait part de son projet d'envoyer des missions au Guatemala pour veiller à ce que les règles du droit humanitaire en temps de guerre soient respectées, c'est qu'il y a fortement à parier qu'elles ne le sont pas. Un gouvernement, issu d'un coup d'État, s'il est sou-

cieux de refaire le maquillage de son image internationale, peut-il pour autant faire preuve « d'humanité » ?

Quand le Tribunal permanent des peuples demande « le statut de partie belligérante » pour l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG, qui regroupe les quatre organisations politico-militaires), quand la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le 30 août, donc après l'arrivée de Mejia Victores au pouvoir, parle de « conflit armé interne », là non plus il n'y a pas de mystère. Il s'agit, face à une dictature sanglante, héritière d'une tradition répressive datant de 1954, de reconnaître le droit d'un peuple à ne plus subir une répression sauvage et à s'en donner les moyens.

Et notre solidarité avec ce peuple, avec sa lutte, (qui est, faut-il encore le rappeler, son seul espoir) s'est affirmée une fois de plus, les 25 et 26 septembre 1983, lors de la IV^{ème} Coordination nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala. En effet, après avoir lancé un appel dénonçant le génocide orchestré par le gouvernement du Guatemala (appel qui devra paraître dans les journaux, à l'échelle mondiale, dans la première quinzaine de décembre), les comités de solidarité ont décidé de promouvoir une campagne de soutien à la campagne financière « Pour la construction d'un nouveau Guatemala », lancée par l'URNNG en Europe depuis plusieurs mois.

La dictature guatémaltèque n'est pas seule, elle a des alliés sûrs et conséquents. Il doit en être de même pour le mouvement populaire guatémaltèque que nous devons assurer de notre soutien le plus ferme, de notre solidarité la plus large et la plus unitaire.

Génocide d'un peuple en lutte, basta !

Soutien à la construction d'un nouveau Guatemala !

25 octobre 1983

D'UN GENERAL A L'AUTRE

Les poubelles de l'Histoire du Guatemala, pleines à déborder depuis déjà bien longtemps, se sont remplies un peu plus encore le 8 août, avec l'éviction du général Rios Montt par le général Mejia Victores. Celui qu'on appelle désormais «le pasteur de l'évangile au génocide» a été définitivement mis à l'écart.

Le remplacement du général R. Montt par le général Mejia Victores laisse-t-il présager un changement de projet ? Si le nouveau général-président est «l'ami des États-Unis» (1), sera-t-il pour autant capable de rassembler les classes dirigeantes divisées autour d'un consensus, indispensable pour une lutte efficace contre le mouvement populaire, principalement contre la riposte armée de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ? Pourrait-il maîtriser ce «conflit interne armé» (2) alors que la crise économique va s'accroissant, que la misère s'approfondit, alors que la répression gouvernementale s'intensifie et que les massacres continuent ?

Peut-on se faire quelque illusion quant aux intentions de celui qui fut ministre de la Défense du général Rios Montt et donc co-responsable des massacres perpétrés sous le gouvernement du «fils de Dieu» ?

DE L'ACCORD DE L'ONCLE SAM...

La complicité des États-Unis dans ce nouveau coup d'État, ce «remaniement» comme le caractérisent pudiquement les militaires guatémaltèques, n'est plus à démontrer, et la presse internationale s'en est largement fait l'écho (1). Rappelons quelques faits. Deux jours avant le coup de force, Mejia assiste à une réunion à bord du porte-avions US, «Ranger», en compagnie des ministres de la Défense du Honduras et du Salvador. Était également présent, Fred Wørner, chef-adjoint du commandement sud de l'armée des États-Unis au Panama.

Durant sa visite au Honduras, Mejia rencontre aussi le commandant en chef du commandement sud de l'armée nord-américaine, Paul Gorman.

Le 8 août, Rios Montt apprend la décision de l'état-major de «le relever de ses fonctions» alors qu'il est en route pour l'aéroport afin de se rendre au Honduras, visiter le «Ranger», à l'invitation de Frederick Chapin, ambassadeur US au Guatemala (3). Il y a de ces coïncidences...

Tenez, une autre : le matin du coup d'État, le major US W. Mercado



Mejia rencontre Chapin, ambassadeur US : «La politique de Reagan en Amérique centrale...»

se trouvait dans l'enceinte du Palais national, Walkie-talkie en main depuis plusieurs heures, et incapable d'expliquer les raisons de sa présence (4).

Un porte-parole du Département d'État s'empressa de démentir les assertions portées contre le gouvernement des États-Unis quant à sa participation à ce coup d'État, considérant «ridicule» d'interpréter la présence de Mejia à la réunion de Tegucigalpa comme partie intégrante de la préparation du coup de force, et affirmant que la présence de W. Mercado au Palais national était tout ce qu'il y a de plus «routinier». Ajoutant d'autre part que les États-Unis «n'étaient pas au courant de ce coup d'État» (4).

S'il nous faut admettre que tout cela n'est que coïncidences, nécessité est d'admettre aussi que les relations entre le gouvernement guatémaltèque et celui des États-Unis se sont considérablement améliorées ces dernières semaines.

En effet, contrairement à un R. Montt distant, Mejia ne demande pas mieux que la reprise de l'aide militaire directe nord-américaine. Mettant en cause la raison d'être et l'efficacité du groupe de Contadora qui «n'a rien à faire en Amérique centrale», il affirme

nettement le fait que «le Guatemala appuie la politique des États-Unis vis-à-vis du Nicaragua, politique qui semble la plus indiquée» (4).

Tout indique la volonté du nouveau régime de s'intégrer pleinement aux plans régionaux de Reagan. Les multiples déclarations d'Hector Lopez Fuentes, chef d'état-major de l'armée guatémaltèque, quant au besoin de réactiver le CONDECA (5) et la réunion du 2 octobre, à Guatemala-Ciudad (à laquelle participèrent Mejia ainsi que le chef des forces armées du Honduras et le chef de la garde nationale du Panama), dont le texte final souligne la nécessité de «renforcer conjointement et sur une base standardisée» les armées centro-américaines, laissent prévoir que le Guatemala participera à part entière à la stratégie d'agression des États-Unis dans la région dans les mois à venir (6).

... AUX DISSIDENCES INTERNES

Mais jusqu'où l'appui des États-Unis peut-il permettre à Mejia d'homogénéiser les classes dominantes, préalable incontournable, tant à la stabilité de son pouvoir, qu'aux possibilités de prendre le dessus sur le mouvement populaire ? En effet, l'abolition des tribunaux d'exception et la promesse de lutter contre la corruption ne peuvent

(1) Voir «le Monde», «Libération», «Le Matin» et «l'Humanité» du 11 août 1983.

(2) Voir résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU datée du 30 août 1983, insistant «pour que le gouvernement prenne des mesures propres à assurer que les forces de sécurité respectent les règles du droit humanitaire applicables en cas de conflit armé de caractère non international».

(3) «Inforpress» numéro 554 du 11 août 1983. Voir aussi «L'histoire secrète du coup d'État» in «El Grafico» du 15 août 1983.

(4) «El envío» numéro 27. Septembre 1983.

(5) CONDECA. Conseil de défense centro-américain. Créé en 1964 à l'initiative des États-Unis et constitué du Salvador, du Guatemala, du Honduras ainsi que du Nicaragua. Amorçera sa chute suite à la guerre Salvador-Honduras et à la chute de Somoza en 1979.

(6) «le Monde» du 7 octobre 1983.

suffire à Mejia pour s'allier les différents secteurs dirigeants.

A commencer par l'armée : prétextant «pourvoir quelques postes vacants en Amérique du Sud», le nouveau régime a désigné comme auxiliaires militaires des ambassadeurs dans cette région, les huit ex-conseillers du général Rios Montt. Le haut commandement semblait craindre que ces huit jeunes officiers ne complotent un nouveau coup d'État.

Par ailleurs, le discours de Mejia lors de la célébration du jour du drapeau, le 17 août, retransmis à la radio et la télévision, fut interrompu par un message émanant d'un jeune officier et critiquant la répression orchestrée par le gouvernement de Mejia (7).

De plus, si les partis traditionnels d'extrême-droite (MLN, CAN, PID et PNR) ont donné leur appui à la dictature (rappelons que Mejia est très proche du MLN), surtout après la dissolution, à leur demande, du Conseil d'État le 23 septembre, les divisions entre ces derniers et les comités propartidaires ne cessent de s'accroître. Ceux-ci s'opposent à la volonté des partis d'extrême-droite d'avancer les élections, dont la date reste à préciser...(8)

Le FUR (social-démocrate) et le PSD (socialiste), quant à eux, dénoncent ouvertement le régime et la Démocratie chrétienne n'a pas hésité à déclarer : «Nous n'assisterons plus aux réunions avec l'exécutif, car il n'y a pas de dialogue, il n'y a qu'un monologue (9)».

De leur côté, les secteurs patronaux sont loin de s'aligner sur les dernières mesures prises par Mejia. D'une part, le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) s'est refusé à toute approbation trop rapide de la Loi de développement agricole proposée par Mejia, et l'Association guatémaltèque de l'agriculture, qui regroupe des exploitants de café pour la plus grande part, a condamné tout projet de réforme concernant la propriété de la terre. D'autre part, la Chambre d'industrie, elle, a manifesté son mécontentement devant «la taxe fixée par l'Impôt sur la valeur ajoutée (IVA) qui est arbitraire et hautement injuste», nouvellement appliquée au Guatemala.

La hiérarchie catholique elle-même s'est plainte, par une déclaration de Pellecer le 19 septembre, de l'escalade de la violence qui parcourt le pays ces derniers temps, et, pour leur part, les églises évangéliques ont dénoncé une campagne de persécution menée contre elles par le gouvernement.

Il s'avère donc que le nouveau régime s'affronte, pareillement au régime de Rios Montt, à l'obstacle des multiples intérêts contradictoires des différents secteurs dominants. Chacun défend son jardin et, pendant ce temps, la lutte contre la guérilla perd de son efficacité. Ce qui signifie, à moyen terme, un bilan négatif pour Mejia qui



... est la plus indiquée. »

n'aura pas rempli la principale clause de son contrat, l'anéantissement de l'URNG.

MISERE, RÉPRESSION, MASSACRES CONTINUENT...

Mais l'absence d'un projet concerté modifie peu le cycle infernal de la misère et de la répression subies par la majorité des guatémaltèques. Les prix augmentent, le pouvoir d'achat baisse, et toute grève est immédiatement réprimée, les travailleurs emprisonnés (10).

Les populations paysannes, essentiellement indiennes, sont toujours déplacées et regroupées comme du vulgaire bétail dans des «hameaux stratégiques» (lire «camps de concentration»). Ainsi, le chef d'état-major a reconnu en personne que l'armée avait, depuis le 8 août, déplacé 17.000 paysans (11).

Quand l'armée gouvernementale ne déplace pas les populations, elle les encercler, comme ces derniers temps dans le département de Chimaltenango où les massacres continuent. Dans la région de Chichicastenango, un cimetière clandestin de plus de cent personnes a été découvert. Des cadavres sont trouvés chaque matin au bord des routes ; les disparitions se font de plus en plus nombreuses. Maria Cruz Lopez, condamnée à trente ans de prison, a fait parvenir de sa geôle une lettre à la presse, le 14 septembre, dénonçant l'existence de prisons clandestines au Guatemala.

Il n'y a aucun doute à se faire : ce n'est pas un simple «remaniement» par le haut-commandement, ce n'est pas le remplacement d'un général génocide par un autre général génocide, bénéficiant, lui, plus amplement de l'aide militaire des États-Unis, qui mettra fin aux massacres et à la persécution. Les troupes d'élite «Kaïbiles» sont toujours là mais, par contre, les opposants, quand ce n'est pas des villages entiers, continuent d'être systématiquement éliminés.

Pourtant, dans cette situation,

rappelons-le, de «conflit armé interne», l'accentuation et la généralisation de la répression ne fait qu'intensifier et durcir la riposte populaire.

... LA GUERRE POPULAIRE AUSSI

Les actions militaires des organisations de l'URNG se sont multipliées ces dernières semaines, réaffirmant ainsi leur refus de toute prétendue «amnistie» émanant de Mejia qui s'est promis d'anéantir par tous les moyens possibles la «subversion marxiste», les «Attila rouges».

Des embuscades contre des convois de l'armée, y compris contre des troupes «Kaïbiles», ont eu lieu ainsi que de nombreux sabotages.

La capitale elle-même, nerf stratégique de la dictature, est touchée par les actions de la guérilla : les émissions radio et télé sont piratées, des postes de police attaqués, des convois militaires détruits (12).

Mejia est très loin d'avoir prouvé ses capacités et donc de gagner la confiance des classes dominantes et des autres secteurs de l'armée. Si l'appui des États-Unis lui permettra d'obtenir davantage d'armes et de matériel de guerre (en échange bien entendu d'une participation pleine et entière du Guatemala aux plans régionaux de l'administration Reagan, il reste fortement limité dans ses projets par l'absence d'un soutien inconditionnel des classes dominantes qui, si elles désirent fermement se débarrasser de la guérilla, refusent, par contre, de s'en donner les moyens, d'en payer le prix fort.

Même pour elles, l'avenir est sans mystère : leurs capitaux sont, déjà depuis bien longtemps, mis en sécurité dans les coffres des banques nord-américaines. Il ne reste plus qu'à profiter de la situation jusqu'au bout, et à ne pas rater le moment opportun pour prendre l'avion direction Miami... ■

Le 17 octobre 1983

(7) «Inforpress» numéro 555 du 18 août 1983.

(8) Voir à ce propos la déclaration de Villavicencio Calderon, dirigeant du comité FPO, dénonçant le fait qu'«à deux reprises, depuis l'arrivée au pouvoir de Mejia Victores, des hommes armés ont ordonné à des sympathisants du comité de se tenir éloignés de la politique». Selon lui, ces hommes armés sont à la solde des partis traditionnels d'extrême-droite.

(9) Conférence de presse de Vinicio Cerezo, secrétaire général de la DC. «SIAG-PRESS». Octobre 1983.

(10) Voir, par exemple, l'intervention de la police dans une usine en grève de Madera Denco ayant procédé à l'arrestation du dirigeant ouvrier Israël Cordon Vásquez.

(11) «Enfoprensa» numéro 38, du 17 au 24 septembre 1983.

(12) Se reporter aux pages 6 et 13 de ce bulletin «Solidarité Guatemala».

NOUVELLES DES FRONTS

10 août : L'EGP tend une embuscade à une patrouille militaire, lui infligeant 4 pertes.

13-14-20 août : actions de l'EGP 3 affrontements armés dans le département de HUEHUETENANGO, causant 28 pertes aux forces gouvernementales.

17 et 18 août : actions des FAR dans les départements du PETEN ; occupation du domaine EL PASO, des coopératives LA AMISTAD et LAS FLORES, municipalité de DOLORES.

— Des effectifs occupent, entre les villages SAN DIEGO et EL NARANJO, un tronçon de route, ainsi que la coopérative Centre Paysan.

— Diffusion de propagande révolutionnaire, meeting, pour dénoncer les manœuvres du coup d'État.

— ORPA : poursuit ses activités de piratage des radios à l'intérieur de la capitale et de plusieurs grandes villes de l'intérieur.

— EGP continue les hostilités dans le Nord-Ouest du pays.

24 août : Embuscade contre un convoi militaire à SAN-MARCOS, chef lieu du département de SAN-MARCOS.

25 août : Circulation dans le département du PETEN paralysée par les constantes opérations des FAR.

— Nombreuses opérations militaires et politiques dans le département.

26 août : Déclaration d'un représentant du secteur privé de la région «Le département du PETEN est privé de tout moyen de communication en raison des opérations de guérilla.»

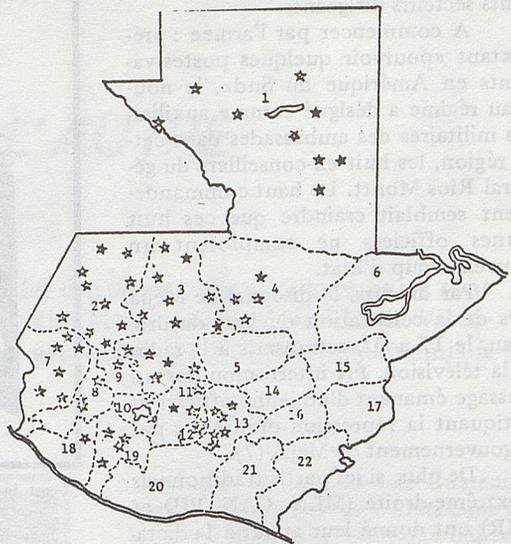
Fin août : Activités de l'ORPA dans la capitale : cette organisation tend un piège à un contingent de la police du contrôle économique dans un quartier du centre de la capitale.

9 septembre : PGT : Lettre adressée au gouvernement Nicaraguayen ; le PGT manifeste ainsi «sa solidarité la plus décidée» au gouvernement et au peuple du Nicaragua face aux attaques aériennes dirigées contre ce pays.

10 septembre : Selon les déclarations d'observateurs militaires à l'agence de presse EFE, on a observé ces derniers jours un processus d'intensification de la lutte des organisations armées composant l'Unité Révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)

13 septembre : Communiqué du bureau des relations publiques de l'armée : mort de 5 militaires lors d'une embuscade tendue par les forces insurgées à PLAYA GRANDE, département du QUICHÉ.

— 21h10 ORPA : Une bombe Claymore éclate au passage d'un véhicule mili-



taire, aux alentours du pont Belize, à l'est de la capitale, à 1 km de la brigade Zavala, considérée comme la plus importante du pays.

— 19h45 ORPA : attaque des installations du 4ème Corps de la Police nationale.

19 septembre : FAR, département du PETEN : un blindé léger de

l'armée tombe dans une embuscade tendue par les FAR.

21 septembre : FAR : embuscade contre des troupes gouvernementales dans la municipalité LA LIBERTAD (PETEN).

— Occupation militaire de la coopérative agricole BETHEL (au bord du fleuve USUMACINTA).

ACTIONS POLITICO-MILITAIRES RÉALISÉES DE JANVIER À JUIN 1983 PAR LES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES, MEMBRES DE L'URNG

Prises et occupations de villages : les villages sont investis par la guérilla temporairement, afin de transmettre des informations sur le déroulement de la guerre et de maintenir une présence auprès de la population.

Embuscades : la guérilla tend des pièges aux forces ennemies. Ce sont des opérations militaires d'une certaine complexité.

Harcèlement : actions des guerrilleros, divisés en commandos, afin d'user les forces militaires et de maintenir l'armée en état d'alerte-opérations militaires limitées.

Actions de propagandes révolutionnaires : actions

de tout genre en dehors des occupations de villages ; cherchant à faire connaître les organisations politico-militaires et à diffuser leur matériel de propagande.

Attaques d'anéantissement : la guérilla cherche à éliminer physiquement les forces ennemies et s'attaque plus spécialement aux postes de police, aux patrouilles militaires ou de police, etc.

Occupations et interférences de radios : interférences des ondes par la guérilla, des émissions gouvernementales, sur lesquelles on passe des messages et des informations. Occupation, par des commandos de guérilla, des locaux des radios.

DÉPARTEMENTS	TYPES D' ACTIONS										TOTAL D' ACTIONS	MORTS PARMI ENNEMIS	BLESSES PARMI ENNEMIS	TOTAL DES PERTES CHEZ ENNEMIS
	PRISES ET OCCUPATIONS DE VILLAGES	EMBUSCADES	HARCELEMENT	ACTIONS DE PROPAGANDE RÉVOLUTIONNAIRES	ATT-AQUES D' ANÉANTISSEMENTS	OCCUPATIONS ET INTERFERENCES RADIOS	AFFRONTEMENTS	ATT-AQUES CONTRE AVIONS ET HELICOPTERES	VEHICULES MILITAIRES DETRUITS	ARMES RECUPERÉES				
4 ALTA VERAPAZ				8			1				9	6	5	11
5 BAJA VERAPAZ														
11 CHIMALTENANGO		3		18							21	110	37	147
17 CHIQUIMULA														
1 EL PETEN		7		26	1		5	1			40	25	50	75
20 ESCUINTLA														
13 GUATEMALA		3	2	76	2	43	10	2			138	202	58	260
2 HUEHUETENANGO		15	7	32	17		2				73	91	75	166
6 IZABAL														
8 QUETZALTENANGO		3	12	23		7	6		3	39	93	127	76	203
18 RETALHULEU		2		5			1				8	49	31	80
7 SAN MARCOS		13	5	20			3	1			42	113	41	154
21 SANTA ROSA														
12 SACATEPEQUEZ		1		5			4				10	27	26	53
10 SOLOLA		3		5			4				12	62	26	88
19 SUCHITEPEQUEZ		6		10	1	1					18	19	9	28
9 TOTONICAPAN				5	1		1				7	19	36	55
15 ZACAPA														
3 EL QUICHÉ	15	17	12	18	3		4	1	4		74	165	91	256
14-16-22 AUTRES														
TOTAL	15	73	38	251	25	51	41	5	7	39	545	1015	561	1576

Dossier

DEVELOPPEMENT DEPENDANT

A L'AFFRONTEMENT

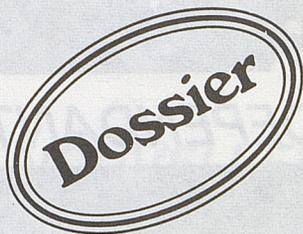
Pendant de longues années il fut couramment admis dans les cercles des spécialistes et stratèges nord-américains, que le problème principal des pays sous-développés était la «rareté», plus ou moins chronique, des capitaux. Le sous-investissement et même le désinvestissement étaient alors les coupables de l'incapacité de ces pays à maintenir une croissance économique stable, capable elle à son tour, de donner de l'emploi au nouveaux-nés de l'explosion démographique de l'après-guerre. Chômeurs, marginaux, bidonvilles... voilà l'amalgame explosif qui se reproduisait plus rapidement que les usines de Coca-Cola.

Il fallait alors, boucher le trou et, avec le proverbial sens pratique des américains, ils ont inventé l'«Alliance Pour le Progrès» (sorte de petit plan Marshall qui n'a pas dépassé le stade du projet). Mais, pour investir il fallait aussi des acheteurs. Or, ceux-ci ne poussaient pas comme des champignons au Guatemala et dans les autres pays de l'Amérique Centrale. Il fallait aussi les créer... mais comment ? Une politique «redistributive» était hors de question ! Déjà tentée en 1952 par la réforme du colonel Arbenz, les politiques redistributives n'étaient qu'une porte ouverte aux communistes nistes.

Les Américains se sont alors mis à la tâche et ils ont sorti de la poche un projet «alternatif» : le marché commun centroaméricain (MCCA). Par l'agrégation des petits marchés on arriverait à créer un grand... facile, non ?

A la différence de l'Alliance pour le Progrès, le Marché commun fut vraiment mis en place au début des années soixante. De plus, il joua, comme l'espéraient des créateurs, le rôle de «tremplin» d'un processus de croissance économique jamais connu auparavant au Guatemala et en Amérique Centrale.

Quelles furent les conséquences sociales et économiques de ce processus ? Y a-t-il un lien entre la croissance des années soixante et soixante dix et la guerre révolutionnaire des années 80 ? Nous tentons de répondre, en utilisant des travaux que des guatémaltèques engagés ont produit sur la question par certains aspects suggérés par ces militants. Deux plans différents sont abordés : l'un régional et macroéconomique, (le Marché Commun CentroAméricain), et l'autre, local et microéconomique (San Antonio Ilotenango, communauté paysanne indienne de l'Altiplano guatémaltèque). ■



L'INDUSTRIALISATION DEPENDANTE

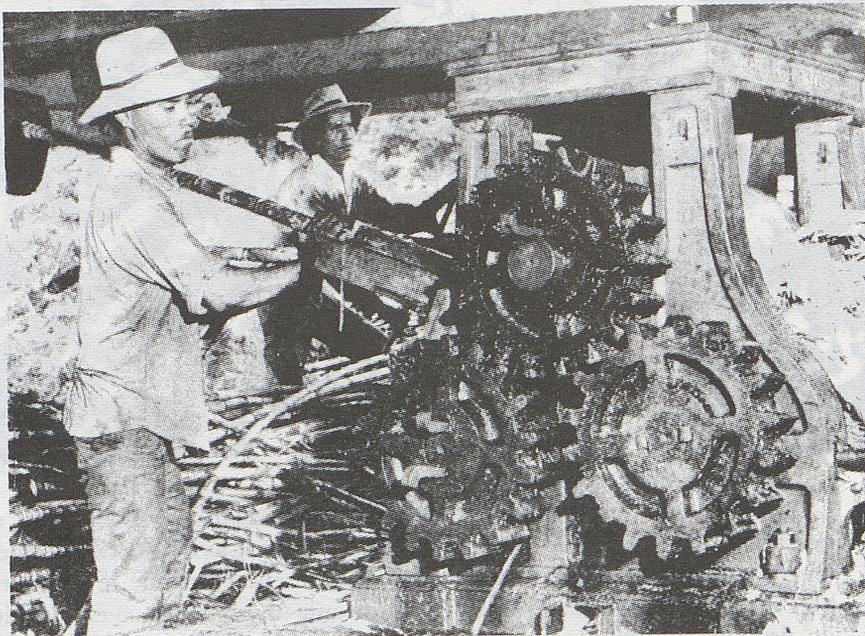
Le processus d'industrialisation des pays de l'Amérique centrale est étroitement lié à l'existence d'un Marché commun centre-américain (Mercomun). Créé en 1960, il fût ébranlé dix ans plus tard par une grande crise dont il ne s'est jamais remis. Aujourd'hui, il n'existe que de façon purement formelle. L'histoire du Mercomun reflète bien les contradictions et les limites d'un modèle de développement qui n'a fait qu'accentuer les liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Le processus d'intégration centre-américain est conçu, initialement, par les bourgeoisies régionales qui, face à la crise permanente du modèle agro-exportateur, cherchent à sortir de la stagnation économique. Il s'agit, par le biais de l'intégration des marchés des pays membres, de donner une possibilité d'expansion aux industries locales, enfermées par l'inexistence d'un marché interne ou, dans le meilleur des cas, avec des marchés trop étroits, qui empêchaient toute possibilité de développement du secteur industriel. L'origine de ce projet remonte à 1951.

ORIGINES DU PROJET

Rappelons que du début du siècle aux années 50, les investissements impérialistes dans cette région avaient surtout été dirigés par l'agriculture d'exportation (banane et café) et dans l'infrastructure inhérente à celle-ci, en particulier l'électricité. Mais, les anciennes concessions du début du siècle sont entrées, vers 1950, dans une phase où la rentabilité cesse d'être satisfaisante (équipements très vieux, nécessité de réinvestissements importants, etc.). On procède, alors, au transfert de toute une série d'industries vers les états centro-américains, lorsque les contrats viennent à expiration. Ceci n'a représenté rien d'autre que le transfert des pertes de l'industrie d'électrification, des chemins de fer et, aussi, de quelques zones bananières.

Par ailleurs, les investissements industriels des nouvelles multinationales surgies dans l'après-guerre et pendant la guerre froide, reflétaient la consolidation de nouvelles tendances dans l'économie des USA. Ceci, et la nécessité de faire de la région centre-américaine un marché pour les produits industriels (et pour un certain type de technologie prématurément obsolète), amena à la conclusion que quelque chose était dépassé en Amérique centrale. Or, il était impensable d'élargir les marchés internes de ces



pays sans effectuer de profondes transformations, notamment au niveau de la structure agraire. Mais, vu le poids des oligarchies locales, il était (et cela est vrai encore aujourd'hui) politiquement impossible de procéder à la moindre réforme agraire (et l'expérience guatémaltèque de 1951-54 en fut la preuve).

Devant une telle situation, le projet de l'«intégration économique centre-américaine» s'est imposé comme la seule alternative pour sortir le système de l'impasse sans procéder à une redistribution structurelle. Ainsi, proposé initialement par les bourgeoisies de la région, il se transforme en un projet impérialiste. Et les faibles bourgeoisies locales, sans aucune capacité de développement indépendant, ont dû s'associer au «nouveau projet» en qualité de partenaires secondaires.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

L'objectif le plus important proclamé par les promoteurs du Merco-

mun, était celui d'obtenir la «substitution des importations». Ceci devait donner lieu à un processus de développement aboutissant à un élargissement important du marché interne pour les produits industriels locaux. Le premier pas fût l'extension du marché pour ces produits, sur la base de la somme quantitative de l'ensemble des consommateurs de la région. Pour cela, il était nécessaire de régler tous les problèmes douaniers, de taxes, etc., afin d'attirer les investisseurs. Toute la première étape du projet, qui aboutit au Traité général d'intégration en 1960, est consacré surtout à l'«aménagement» de questions, d'ordre purement administratives.

Or, quels résultats concrets a donné le Mercomun ? L'aspect le plus remarquable, du point de vue de ses promoteurs, a été sans aucun doute le développement du commerce entre les pays membres, lequel a connu un taux de croissance considérable (production industrielle, principalement) : de 8,3 millions de dollars en 1950, il est passé

à 32,7 millions en 1960 et à 310 millions en 1972 (1). Pourtant, les bénéfices n'ont pas été les mêmes pour tous les pays, car alors que, dans la période citée, des pays comme El Salvador et le Guatemala ont vu leur commerce régional favorisé, le Honduras, lui, supportait un déficit. Le Costa Rica, quant à lui, augmenta ses exportations traditionnelles (banane et viande), ce qui se reflète dans sa balance du commerce régional, provoquant un solde déficitaire.

Mais le principal résultat de la croissance du commerce régional fut celui de présenter des points d'attraction aux investissements étrangers dans les branches industrielles, lesquels, en effet, augmentèrent en quantité et importance (cf. tableau 1). Le plus significatif de ces chiffres est que la majeure partie de ces investissements se situèrent dans le secteur lié directement au Mercomun : en 1959 seulement 3,8% des investissements étrangers étaient dans les produits manufacturés, mais en 1969 ce chiffre était monté de 30% (2)

jamais dit quel est le montant pour lequel ils furent attribués !

Un autre aspect important à souligner est celui touchant la dite « substitution des importations », considérée par les promoteurs de l'intégration centre-américaine comme l'élément le plus important de tout le projet, car il devait conduire les économies centre-américaines vers l'obtention de leur indépendance économique et, donc, politique. Pourtant, après deux décennies d'intégration on constate qu'un tel processus de « substitution » n'a pas existé. L'évidence était telle, que les « experts » du Mercomun se sont contentés de déclarer que les bases pour un tel processus étaient déjà posées. C'est-à-dire, qu'on ne serait alors qu'à la première phase de la substitution ! Mais si l'on regarde les chiffres concernant l'origine des matières premières par secteur industriel (cf. tableau 2) (4), nous pouvons voir quel est le véritable contenu de la dite industrialisation : la création d'une industrie locale d'assemblage, opérant sous contrôle des grandes firmes multinationales.



oscillations des prix des matières premières traditionnelles dans le marché mondial et, d'autre part, les effets de l'intégration se sont traduits par un processus croissant de décapitalisation de la région, surtout lorsqu'on tient compte des données concernant le rapatriement des bénéfices de la part des multinationales installées en Amérique centrale et celles concernant l'évolution, toujours défavorable, des termes de l'échange.

LA CRISE DÉFINITIVE

La crise permanente du Mercomun, et les alternatives inexistantes de

(1) E. Lizano, «El proceso de integración económica». Article paru dans : «Centroamérica hoy»; Siglo XXI Editores, Mexique 1975; p. 206.

(2) G. Rosenthal, «El papel de la inversión extranjera directa en el proceso de integración». Article paru dans : «Centroamérica hoy», op. cit. p. 214.

(3) Idem.

(4) G. Porras, «La croissance industrielle du Guatemala : les problèmes du marché interne et du marché commun régional». Mémoire présenté à l'École des hautes études en sciences sociales. Paris, juin 1975; p. 114.

(5) Ibid, p. 111.

	1959		1969	
	MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER (*)	%	MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER (*)	%
Guatemala	137,6	35,4	207,0	27,4
El Salvador	43,0	11,1	114,6	15,2
Honduras	115,5	29,3	184,1	24,4
Nicaragua	18,9	4,9	76,3	10,1
Costa Rica	73,2	18,9	173,3	22,9
Totales	388,2	100,0	755,3	100,0

(*) : en millions de dollars

La pénétration des capitaux étrangers dans les secteurs industriels déjà en place, donne alors comme résultat un processus croissant de dénationalisation de l'industrie centre-américaine. De ce fait, la politique d'investissements industriels va être contrôlée directement par les multinationales, en grande majorité d'origine nord-américaine. A cet égard, les chiffres sont clairs : de 572 entreprises avec du capital étranger, 413, soit 72% avaient une participation majoritaire des USA (3). Et l'absorption du petit nombre d'industries locales continue encore aujourd'hui : c'est ce qu'on appelle le processus de «succursalisation du Mercomun».

Quant au caractère des nouveaux investissements, il faut signaler que dans plusieurs cas il n'a pas eu un apport réel de capitaux de la part de ces industries, car elles ont utilisé les maigres sources de financement régional. Face aux critiques faites aux organismes régionaux, la Banque centro-américaine d'intégration économique (BCIE) avait répondu que «seuls» 18% des prêts accordés furent destinés à des entreprises étrangères, mais on n'a

D'ailleurs, les importations par habitant ont connu, d'après l'ONU, une augmentation significative avec l'intégration : en 1959 les importations par tête d'habitant étaient de US \$ 47,00 ; en 63-64 de \$ 59,00 ; et en 68-69 de \$ 74,00. (5)

D'autre part, même s'il est certain que les exportations industrielles augmentèrent leur participation dans les exportations totales des pays de la région, ce processus n'a pas apporté les devises que l'on espérait, car la quasi-totalité des exportations industrielles se réalisèrent à l'intérieur de la zone, une monnaie commune existant pour ce genre de transaction (le peso centro-américain). Ceci donne comme résultat que, malgré deux décennies d'intégration, la seule source de devises que possèdent les économies de la région continue à être l'exportation des produits agricoles traditionnels et, de cela même, que le poids des oligarchies locales soit encore déterminant et décisif dans la direction de l'état.

La conclusion qui se dégage de tout cela, est bien simple : d'une part, la capacité d'importation de la société centre-américaine dépend encore des

Dossier

celui-ci, ont été mises à nu lors de la guerre entre le Honduras et El Salvador, en juillet 1969. A cause de ce conflit, le Honduras annula tous les traités qu'il avait signé et inaugure une période dans laquelle les accords bilatéraux remplacèrent le Traité général d'intégration. De 1969 à 1975, les activités

du Mercomun furent de plus en plus difficiles, et il ne retrouva jamais le niveau de fonctionnement qu'il avait jusqu'au moment du conflit. Déjà en 1976-77 on pouvait affirmer que le Mercomun était inexistant. Quelques-uns des pays membres cherchèrent d'autres issues pour leurs économies, car l'expérience des années d'intégration montrait qu'il n'était plus possible de continuer à dépendre des oscillations politiques et économiques du Mercomun. Finalement, la révolution au Nicaragua et la situation de guerre interne que connaissent le Guatemala et El Salvador, ont définitivement enterré les quelques espoirs qui existaient pour une reconstitution de l'«intégration».



Secteur 1 (alimentation, boissons, textiles, etc.).....	45,8 % U.S.A.
Secteur 2 (papier, chimiques, tabac, cuir, etc.).....	67,5 % U.S.A.
Secteur 3 (produits métalliques, machinerie, etc.).....	91,0 % U.S.A.

SAN ANTONIO ILOTENANGO...

**UNE COMMUNAUTE
COMME LES AUTRES**

San Antonio Ilotenango est un municipio situé au sud du département du Quiché, dans les hauts plateaux occidentaux du Guatemala. Ses 7.995 hectares descendent sur le versant nord du massif de Totonicapan. Les ruisseaux qui naissent au sommet de la montagne se transforment, en arrivant à San Antonio, en véritables rivières qui creusent des «barrancos» (ravins) de plus de 150 mètres de profondeur. Ceux-ci servent de frontières naturelles entre les différents cantons : 10 au total. Sa population en 1964 était de 6.048 habitants, soit le 2,4% de la population en totale du département du Quiché. Majoritairement indienne, la population de San Antonio ne compte en fait qu'une centaine de «ladinos». La langue est le quiché.

Les cultures s'ajustent au cycle des saisons : les pluies commencent en mai et terminent en octobre. Comme dans toutes les communautés de l'Altiplano la culture principale est le maïs. Il y a une cinquantaine d'années la

laine était un produit important et l'on pouvait trouver du blé au nord du municipio et des oranges au sud. Aujourd'hui le maïs domine en combinaison avec les haricots noirs, le piment, l'ayote et le chilacayote. Les autres cultures et l'élevage ont pratiquement disparues.

Le sapin domine dans les forêts. Mais, il est menacé du fait du déboisement. Les gens ont aperçu, d'ailleurs, un changement dans le régime des pluies : il pleut moins et en désordre. Le climat est tempéré : la température moyenne varie entre 15 et 20 degrés tout le long de l'année.

Comme l'ensemble du pays et des autres communautés indiennes de l'altiplano, San Antonio Ilotenango a suivi les assauts de la modernisation, de l'extension et expansion sans fin du capital. La guerre actuelle, au cœur de laquelle se trouvent l'ensemble de la population de cette région a été en partie provoquée ou du moins précipitée par ce processus : rupture de l'iso-

lement paysan basé sur l'économie de subsistance, rupture de la structure traditionnelle du pouvoir local politico-religieux, modification des modalités traditionnelles de culture de la terre, création d'une nouvelle stratification sociale par l'argent, introduction des nouveaux produits. En somme, il crée de nouveaux antagonismes et des nouvelles expectatives, sans modifier en contrepartie les blocages séculaires du pouvoir oligarchique.

Nous tacherons de décrire, sommairement, les différents processus de changements qu'a suivis San Antonio Ilotenango au cours des 50 dernières années, et plus particulièrement au cours des années soixante.

**UNE PETITE RÉVOLUTION...
L'ENGRAIS CHIMIQUE**

Il y a, à Sant Antonio, deux systèmes de culture de maïs : le JUMBA' ou maïs précoce car il est semé le mois de mars, avant les pluies. Il est propre

aux sols qui gardent l'humidité après la dernière récolte (novembre-décembre). La récolte du Jumba. est en septembre. L'autre système est le RECH JAB' ou maïs de pluie. Il est semé en juin et récolté en novembre-décembre.

L'introduction de l'engrais chimique en 1959 et son adoption définitive à partir de 1965, a pratiquement fait disparaître le système Jumba'. Celui-ci demandait plus de travaux et sa culture se justifie seulement pour combler les périodes de pénurie : or, l'engrais chimique a fait disparaître les pénuries de maïs.

Chaque chef de famille cultive en moyenne 20 «cuerdas» (1 hectare égal 19 cuerdas). Quelques-uns cultivent plus de 100 cuerdas, tandis que les plus pauvres ne dépassent parfois pas plus de 2 à 3 cuerdas. Avec l'engrais chimique une cuerda produit, en moyenne, 185 l (plus ou moins 90 kg) de maïs, 30 l de haricots noirs, 2 à 3 ayotes et 2 à 3 chilacayotes : sans engrais, la production n'était que de 70 l. de maïs, 12 l. de haricots noirs et rien d'ayotes et chilacayotes. Le chiffre d'affaires de 20 cuerdas était, en moyenne, de 67 Quetzales (*) sans engrais. Avec engrais celle-ci monta à 146,50 Q. ou 131,98 Q. La production, en volume et en valeur, était passé brusquement du simple au double.

L'acceptation de l'engrais chimique ne fut pas cependant immédiate. Il a fallu la quasi disparition de l'engrais organique provoqué par la réduction

très importante de l'élevage du mouton. Il y a 50 ans San Antonio produisait beaucoup de laine. 50% de la population masculine avait comme métier le tissage de la laine. 50% de la population plus importante après la deuxième guerre mondiale (amélioration des conditions sanitaires, vaccination en masse) entraîna une réduction des pâturages et des moutons. Le nombre des filateurs fut ramené à seulement 2% de la population masculine.

Mais l'introduction des engrais chimiques a représenté beaucoup plus qu'un miracle technique pour la petite production paysanne : son utilisation a entraîné une transformation écologique et économique *irréversible*. Du point de vue écologique il est désormais impossible de revenir à la culture «naturelle». Bien au contraire, l'expérience montre que pour maintenir le même niveau de productivité il faut augmenter sans cesse les quantités d'engrais. Du point de vue économique, l'utilisation de l'engrais provoque une capitalisation progressive de la petite production paysanne : désormais, il est impossible de produire sans disposer d'une certaine quantité d'argent. Et quand la disponibilité d'argent devient une condition indispensable de la production, il faut alors produire des «marchandises» et non pas des biens de subsistance.

Si, dans le court terme, l'utilisation des engrais chimiques a eu un effet positif — par l'augmentation du

produit et la disparition des pénuries périodiques par contre — dans le long terme il risquait de provoquer l'effet inverse. L'engrais chimique rend le paysan dépendant d'une marchandise dont les conditions de valorisation lui échappent complètement.

Nous ne disposons pas des statistiques permettant d'analyser la période postérieure à celle de l'étude (1950-1970). Pourtant, à l'échelle nationale il est possible d'observer l'évolution du prix de revient de la production du maïs et surtout de la participation relative des engrais chimiques dans la structure des coûts : de 30% pendant la période 1965-1970, celle-ci est passée à 44,5% en 1974 et à 43% en 1975. Au contraire, la participation de la force de travail avait fléchi de plus d'un 10% (1). Et ceci malgré la valorisation relative des salaires que les hausses de productivité ont provoqué en diminuant le nombre des travailleurs saisonniers qui descendent aux plantations exportatrices de produits agricoles.

L'autre pièce fondamentale de ce processus de changement de l'organisation traditionnelle de la communauté paysanne indienne fut le premier développement des échanges commerciaux, et plus particulièrement du capital commercial et du nombre des commerçants. La capitalisation de l'économie paysanne, par l'introduction de l'engrais, fut un stimulant fondamental de ce processus.

DU «CACAXTE» AU CAMION

Avant 1947, il n'y avait pas de marché ou jour de «plaza» à San Antonio. Les gens se réunissaient une fois tous les trois mois, le jour de fête. Quand le maïs manquait, il fallait travailler pour les ladinos ou les «naturels» des Cantons La Estancia ou Panajxit du Quiché ; ou bien l'amener à dos de mule de Cotzal et Chajul où les prix étaient plus bas car la route n'y arrivait pas. D'autres, qui travaillaient six mois dans l'année, dans les fincas de la côte pacifique, recevaient le maïs dans leur «ration» quotidienne (fraction du salaire payé en nature, encore de nos jours).

Le «frijol» (haricot noir) et les herbes (ichaj) s'achetaient chez les voisins. Dans les marchés du Quiché et Totonicapan les sanantogneros amenaient des cochons, poulets, agneaux et de la laine et ils achetaient du sel, du sucre roux, du piment, du café et des allumettes. Par pauvreté, ils ne pouvaient presque pas boire de café. Quand quelqu'un partait, il faisait des achats pour lui et ses voisins. Presque



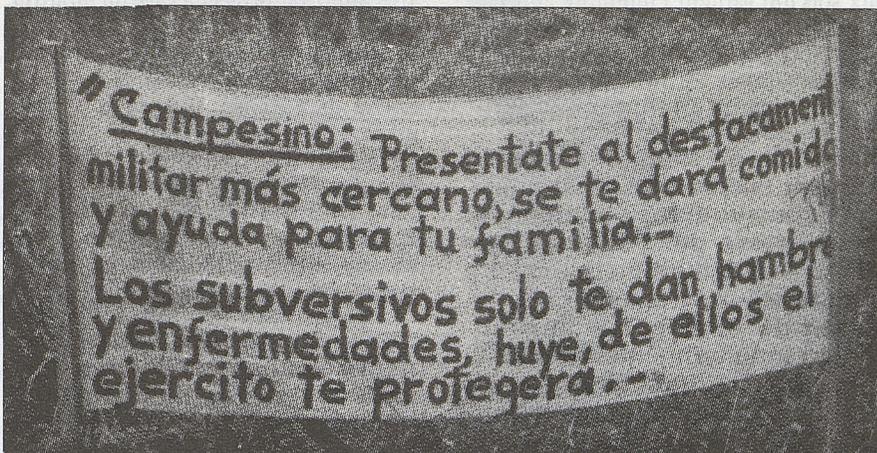
(*) 1 Quetzal égal 1 dollar.

Dossier

tous les vêtements étaient faits au village même.

Le marché de San Antonio ne fut créé qu'en 1947. Et c'est ainsi que la communauté fut intégrée à un système rotatif des marchés avec d'autres communautés : mardi à San Antonio ; mercredi à Santa Lucia la Reforma ; jeudi à Quiché, Chiquimula et Patzité, etc...

En 1970, c'est-à-dire, 23 ans après, on peut compter sur le marché de San Antonio 22 commerçants d'aliments divers, 25 commerçants de vêtements, 9 de merceries, 10 de «trastes» (ustensiles ménagers), 11 commerçants de fruits, 3 vendeurs des chandelles, 9 bouchers, 16 vendeurs de boissons, 5 vendeurs de pain, 12 «tortilleras», 3 vendeurs de poisson, 2 ven-



« Paysan, présente-toi au détachement militaire le plus proche, on te donnera à manger et de l'aide pour ta famille... »

« Les subversifs ne t'apportent que faim et maladies, fuis, l'armée te protégera contre eux. »

deurs des «cates» (sandales), 2 de «copal» (encens), 3 commerçants de maïs en gros (avec camion) et 20 vendeurs de maïs au détail. 40 femmes qui vendaient des volailles, 30 des cochons, 10 des moutons, 6 de la laine et 8 de la chaux. Et il y avait 15 «comedores» (restaurants populaires). Cette petite liste nous donne une idée du développement des rapports commerciaux dans un laps de temps relativement court.

L'adoption de l'engrais chimique donna un coup de fouet au commerce, non seulement intra et intercommunautaire, mais avec l'ensemble du pays. Avant l'adoption de celui-ci, San Antonio importait environ 8.000 quintaux (400 tonnes) de maïs provenant d'Usantán ou de la Côte. En 1970, San Antonio «exportait» environ 250 tonnes de maïs. En revanche il importait 400 tonnes d'engrais chimique.

Le développement du réseau routier et la baisse relative du coût des transports fut bien sûr décisif pour le développement des rapports commerciaux. Le transport motorisé n'arriva à San Antonio qu'en 1950 et à ce moment le tarif San Antonio-Tonicapán représentait environ le triple du prix d'une journée de travail. Au contraire, entre la date mentionnée plus haut et la fin des années 60, le prix du transport en autobus Quiché-ciudad de Guatemala a diminué de 150%.

Le développement du commerce a contribué puissamment à précipiter un processus de différenciation sociale par l'argent, en diluant la stratification traditionnelle fondée sur l'âge et la possession des terres (la terre n'étant pas dans ce cas-là à proprement parler, un capital). Une nouvelle couche de commerçants est née : en 1970, il y avait près de 200 commerçants originaires de San Antonio et qui restaient fortement attachés à leur communauté. Et ce sont ces commerçants qui ont le plus contribué au processus de dilution et de rupture de la structure politico-religieuse par la création, le financement et l'animation des groupes religieux parallèles (Action Catholique,

protestants) et même parfois antagonistes au «Cofradías».

CONCLUSION

L'émergence, à partir de 1973-74, d'un vaste mouvement populaire revendicatif et, puis la généralisation de la guerre révolutionnaire vers la fin de la décennie, ont eu comme toile de fond le processus qu'en miniature nous venons de décrire, mais qui affecta l'ensemble des communautés paysannes des hauts plateaux et, plus encore, l'ensemble du pays. Cette période marquée par une forte croissance économique et, de surcroît, vécue comme une période de «progrès» a débouché à partir des années 80 dans la crise économique et politique la plus profonde que n'ait jamais vécue la société guatémaltèque. La contemporanéité de ces deux «moments» de l'histoire du Guatemala montre d'une façon dramatique comment la «croissance» économique, loin d'ouvrir une période de progrès, s'est trouvée estompée par des blocages d'ordre fondamentalement politiques, concomitants à la structure socio-économique, bien que provoquée dans un premier temps par des stimulants d'ordre externe (le marché commun centroaméricain), a supposé ensuite un élargissement des rapports spécifiquement capitalistes, a insufflé l'argent dans chaque pore du pays, dans les villages et les communautés les plus isolées ; elle a imposé le salaire sur toute autre forme de rémunération en nature ; elle a modifié les rapports entre la ville et la campagne en créant de nouveaux liens de dépendance entre la petite production paysanne et l'industrie nationale et étrangère ; elle a introduit des nouveaux produits..., et elle a aussi ouvert les esprits, créé de nouveaux liens de solidarité, de nouveaux besoins, de nouvelles attentes... devant lesquelles le peuple guatémaltèque n'a trouvé d'autre réponse que l'immobilisme, la violence, en un mot : la répression. Il a décidé d'y faire face en s'organisant et en développant la lutte armée. ■

L'ALTERNATIVE POPULAIRE FACE AUX GENERAUX

La sous-commission pour la prévention des discriminations et la protection des minorités de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) a adopté, le 5 septembre 1983, une résolution qui reconnaît l'existence au Guatemala «d'un conflit armé de caractère non international» qui «résulte de facteurs économiques, sociaux et politiques».

Face à ses conditions misérables et injustes d'existence, et pour se libérer de l'oppression, de l'exploitation et de la discrimination, le peuple guatémaltèque s'est vu forcé d'adopter la voie de la lutte armée.

Il faut dire qu'au Guatemala, depuis l'intervention nord-américaine de 1954, les voies démocratiques, permettant d'exprimer sa volonté ont été bloquées par la force et la violence.

A maintes reprises, les pauvres, métis ou indigènes, ont utilisé des formes pacifiques de revendications : manifestations populaires, mouvements syndicaux, participation aux processus électoraux. Ces tentatives ont été réprimées par la force : la fraude, l'emprisonnement, la torture, les massacres.

Le mécontentement a pris la forme d'une guerre populaire révolutionnaire qui est devenue la seule alternative pour construire une nouvelle société au Guatemala.

Au cours des quatre dernières années, et surtout depuis ce dernier semestre 1983, les organisations politico-militaires ont continué à harceler l'armée génocide. Les années 1981 et 1982 se sont caractérisées par des actions de guérilla qui ont contribué à la décomposition du gouvernement de Lucas Garcia.

Le coup d'État de Rios Montt, le 23 mars 1982, fut précipité par le fait que les organisations révolutionnaires (FAR, EGP, PGT, ORPA)*, ont proclamé leur unité et établi une plate-forme de programme qui constitue, à l'heure actuelle, la seule alternative pour un changement politique et social.

Or, le programme de Rios Montt visait à en finir avec la «subversion» et un plan structuré, en alliance avec les sectes, de lutte contre la guérilla fut mis en place. Il consistait à concentrer les forces armées sur une région puis sur une autre, en utilisant des moyens sauvages de répression, entretenant un climat de terreur (villages rasés, populations massacrées, mise en place de camps de concentration appelés «villages stratégiques»).

De plus, au cours des derniers mois, 300 à 500.000 hommes ont été intégrés de force dans les patrouilles civiles d'autodéfense (organisations encadrées par des militaires dans le but de diviser et de contrôler la population) (1).

Les nombreuses actions réussies par la guérilla en décembre 1982 et au cours des premiers mois de l'année 1983 montrent que «l'offensive finale», et l'opération «Victoria 82» annoncée comme définitive, ont été un échec total.

Malgré les coups subis, les organisations révolutionnaires ont résisté à l'offensive, développant des actions de guérilla dans tout le pays, ainsi que dans la capitale où elles ont repris de l'importance.

Des opérations militaires des forces coordonnées de l'URNG ont fait leur apparition dès avril 1983 à Patzun, dans le département de Chimaltenango, et se sont poursuivies en mai, à Chupal, dans le département du Quiché, et en juin à Acatenango, dans le département de Chimaltenango.

L'insurrection guatémaltèque a fait là un énorme saut qualitatif, à travers la réalisation de ces actions (combats et embuscades) menées par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque. Les commandants en chef des quatre organisations qui composent l'URNG s'étaient d'ailleurs mis d'accord en février dernier pour coordonner leur action internationale et pour passer à une phase de concentration des forces militaires.(2)

Le coup d'État du 8 août 1983 a porté au pouvoir le général Mejia Vic-

tores, membre du haut commandement, ex-ministre de la Défense et par là-même co-responsable du génocide, de la planification des massacres, des crimes de ces dernières années.

Les décisions quant à la mise en place d'opérations contre-insurrectionnelles ne se font pas attendre : le 3 octobre, l'armée du Guatemala fait savoir «qu'une campagne contre-insurrectionnelle baptisée «STABILITÉ 83» avait été lancée au cours du deuxième semestre 1983». Le plan vise à apporter paix, sécurité et développement au pays».

Ce même jour, le sous-chef de l'état-major de l'armée, le colonel Alejandro Gramajo, déclarait que c'est l'augmentation des activités des guerilleros qui explique la mise en place de telles opérations. (3)

Il est déjà clair qu'on ne peut attendre de la part de cette nouvelle dictature militaire qu'un durcissement de la politique de contre-insurrection, à laquelle devra faire face le peuple guatémaltèque en intensifiant la guerre populaire révolutionnaire qu'il mène, puisqu'elle est la seule voie pour construire un nouveau Guatemala. ■

(1) Francis PISANI, article paru dans le Monde Diplomatique de septembre 1983.

(2) Voir brochure URNG - recueil des textes 1983 (en français) - Paris 1983.

(3) Enfoyprensa - 8 octobre 1983.

*L'armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA), et le noyau de direction du parti guatémaltèque du travail (PGT-ND).



« Amnistie, non ;
Guerre populaire,
oui. »

SOLIDARITE

Durant le week-end des 24-25 septembre s'est tenue à Paris, la IVème réunion nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala. Le beau temps était présent ainsi que quatorze comités venus de différentes régions pour élaborer ensemble des initiatives pour les prochains mois.

Cette rencontre débuta le samedi après-midi avec un exposé fait par un membre d'une organisation intégrante de l'URNG. Exposé qui, après avoir rappelé le martyr vécu par le peuple guatémaltèque depuis maintenant trente ans, nous informa de la situation qui prévaut depuis le 8 août, soulignant que «le nouveau président n'est autre que le responsable des massacres perpétrés sous le gouvernement de Rios Montt», dont il était en effet le ministre de la Défense.

Puis, après une discussion sur l'actualité au Guatemala, l'Association des travailleurs de la culture guatémaltèque (ATCG) fut présentée par un de ses membres, informant de son projet de mettre sur pied un centre de documentation et de sa volonté d'apporter son aide aux comités qui le lui demanderaient.

Vint ensuite un tour de table des comités qui firent part de leurs activités ainsi que des obstacles rencontrés dans leur travail : le Guatemala occupe encore une place marginale dans la solidarité en France, due, entre autres, au manque d'informations. Il est vrai qu'à lire la grande presse... Il ne s'y passe pas grand-chose.

En ce qui concerne la solidarité et son développement, divers points furent traités, ayant essentiellement trait à l'information et à sa diffusion. Décision fut prise qu'un appel dénonçant le génocide et son premier responsable, le gouvernement guatémaltèque, apparaisse nationalement entre le 1er et le 15 décembre. Une des résolutions essentielles fut d'impulser une campagne de soutien à la campagne financière «Pour la construction d'un nouveau Guatemala» lancée par l'URNG.

Pour finir se tint la réunion commune des coordinations nationales, Nicaragua et Guatemala et du secrétariat national des comités Salvador qui décidèrent d'organiser une journée nationale d'action, le 19 novembre, en riposte à l'escalade de l'agression des États-Unis contre le Nicaragua et la région centro-américaine.

Week-end fructueux donc, qui ne fit pas regretter de ne pas être plutôt allé à la plage...



A PARAITRE

Lors de la IVème Coordination nationale de solidarité qui s'est tenue à Paris les 25 et 26 septembre 1983 a été décidée la publication du texte de cet appel, dénonçant le génocide au Guatemala, dans la presse nationale et régionale française. Dans le but de briser le «mur du silence qui entoure ce drame» nous appelons à la solidarité de tous pour le faire connaître et qu'il paraisse dans nos quotidiens.

Au Guatemala, les massacres continuent. Les cadavres de personnes torturées, mutilées, continuent d'apparaître au bord des routes ou dans les cimetières clandestins. La politique de «terre brûlée», les déplacements forcés de milliers de paysans indiens fuyant la répression, la création de «hameaux stratégiques» et de «milices paysannes» servant de bouclier à l'armée continuent.

Le silence, voire la complaisance, d'une partie de l'opinion mondiale à propos du Guatemala continuent.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 1954 sont les responsables de cette escalade de la terreur qui a

atteint aujourd'hui les dimensions d'un génocide. Durant de longues années, ils ont agi en toute impunité.

Les règlements de comptes et la «chasse aux sorcières» qui marquèrent la fin de la période démocratique se sont transformés en répression systématique à partir de 1966. Ainsi, la Commission des droits de l'homme du Guatemala estime à plus de 13.000 les assassinats commis entre le début et la fin du régime de Rios Montt.

Le 8 août 1983, un nouveau coup d'État mène au pouvoir le général Mejia Victores. Et d'autres assassinats et massacres ont eu lieu, et d'autres seront commis demain...

Il faut y mettre fin ! Le droit à la vie, le droit de vivre dignement en paix doivent être reconquis ! Briser le mur de silence qui entoure ce drame est un impératif pour arriver à ce but.

C'est pourquoi nous demandons à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre luttent pour la défense des droits de l'homme, de condamner les atrocités commises par le gouvernement guatémaltèque, aujourd'hui représenté par le général Mejia Victores : de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'abstiennent de fournir des armes et toute autre forme d'aide au Guatemala aussi longtemps qu'il sera fait état de violations graves des droits de l'homme dans ce pays.

Paris, le 25 septembre 1983.
Coordination nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala



SOUTIEN A LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU GUATEMALA !

Un appel à soutenir «le peuple guatémaltèque dans ses efforts pour la construction d'un nouveau Guatemala» a été lancé, lors de la 4ème réunion de Coordination nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala, qui a eut lieu à Paris, les 25 et 26 septembre 1983. Dans cet appel, adressé à «tous ceux qui sont sensibles à la défense des droits de l'homme et de l'autodétermination des peuples», les comités de solidarité, venant de toutes les régions de la France, rappellent les conditions de misère et les horreurs du génocide subies par ce peuple.

Le texte souligne le rôle joué par les U.S.A. dans l'instauration et le maintien du régime depuis 1954, ainsi que la militarisation de la vie politique du pays par l'armée. Il reconnaît que «l'absence de toute possibilité de changement par des moyens démocratiques et pacifiques, a conduit le peuple guatémaltèque à prendre les armes pour lutter contre l'exploitation, l'oppression, la répression et la discrimination», lutte «aussi nécessaire et légitime que la résistance française contre le nazisme».

Dénonçant les manœuvres du nouveau dictateur, et son alignement militaire et diplomatique avec la politique du président Reagan pour l'Amérique centrale, la Coordination des comités reconnaît que la plate-forme de gouvernement proposée par l'URNG «constitue, à l'heure actuelle, la seule alternative capable de sortir le pays de la crise et de la misère». Elle rappelle que des représentants de secteurs démocratiques et populaires se sont regroupés au sein du CGUP «pour soutenir ce programme et impulser une

Non au génocide : soutien à la
construction d'un nouveau Guatemala



BON DE SOUTIEN

Campagne de soutien
économique à l'Unité
révolutionnaire
nationale
guatémaltèque
(URNG).

Novembre 1982-1983.

10 F

20 F

50 F

... F

té toujours plus large des forces qui luttent pour son application».

Il est, donc, indispensable de mener une campagne politique au niveau national dans ce sens : «Conscients de l'importance du moment que traverse la lutte du peuple guatémaltèque, il nous semble nécessaire d'approfondir le soutien à cette lutte et de développer la solidarité envers ce peuple. Obtenir la reconnaissance du statut de belligérant pour l'URNG est un pas important». Cette demande s'appuie sur diverses résolutions émanant d'organismes internationaux, notamment le Verdict du Tribunal permanent des peuples (Madrid, janvier 1983) et la Résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (Genève, 30 août 1983).

Finalement, la Coordination de comités appelle à soutenir la campagne économique «Pour la construction d'un nouveau Guatemala» lancée par l'URNG, car «le soutien politique et matériel au peuple en lutte est aujourd'hui nécessaire, face à l'institutionnalisation de la violence par un régime visant à empêcher l'exercice de son droit légitime à l'autodétermination».

Cette campagne sera soutenue par la diffusion d'un tract et d'une affiche au niveau national, et par la vente de bons de soutien à l'URNG. Des comptes-rendus sur

l'évolution de la campagne seront faits régulièrement dans le bulletin. Pour tout versement à la campagne économique de l'URNG :

BNP - compte numéro 200 - 289 - 46 libellé à l'ordre de : Collectif Guatemala «Campagne Guatemala».

Les personnes intéressées pour participer à cette initiative, peuvent prendre contact avec le comité de leur région, ou bien directement avec le Collectif Guatemala à Paris.

AMERIQUE
CENTRALE en lutte



A envoyer avec votre adresse à
« Amérique Centrale en Lutte »
68, rue de Babylone — 75007 Paris.

A L'AIDE !!

Le développement de la solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque demande un effort croissant dans le domaine de l'information. Le Collectif Guatemala de Paris, ne pouvant faire face seul à ce travail compte organiser une équipe de traducteurs-traductrices afin de transcrire des textes de l'espagnol en français ; les relations s'établissant par courrier ou téléphone. Alors... en espérant que des lecteurs nous aideront à constituer cette équipe.

Solidairement vôtre : Collectif Guatemala.

RECTIFICATIF : Les citations de Rigoberta Menchù reproduites dans le précédent numéro sont extraites du livre d'E. Burgos «Moi, Rigoberta Menchù», éd. Gallimard - Paris - 1983.

VERDICT

DU TRIBUNAL PERMANENT DES
PEUPLES

SESSION SUR LE GUATEMALA

Madrid, 27-31 janvier 1983

Document. De l'illégitimité
des gouvernements guatémaltèques

et du droit du peuple
à la résistance...



PETRO-QUETZAL

Guatemala, république bananière : l'expropriation de l'enclave de la United Fruit Company (UFO) et la mise en place de la réforme agraire pendant la période démocratique, scelleront l'alliance impérialiste qui renversera le régime constitutionnel de Jacobo Arbenz en 1954.

Aujourd'hui, l'intervention américaine pour décisive qu'elle soit dans les domaines militaire et politique, n'en comporte pas moins un volet financier primordial. C'est la prise en compte de cette articulation qui caractérise la domination impérialiste.

Tout le monde s'accorde pour voir dans le coup d'État d'août 1983, qui porta le général Mejia au pouvoir sous la houlette de l'institution militaire, le fruit du nécessaire rapprochement avec les États-Unis. Or, si celui-ci passait par une alliance sur le plan contre-insurrectionnel, aussi bien à l'intérieur du Guatemala qu'au niveau régional, cette alliance a un prix économiquement parlant. Effectivement, cette redéfinition de l'alliance impérialiste signifie la remise en cause d'un certain nationalisme économique (qui jusqu'à la présidence de Lucas Garcia servait à enrichir la hiérarchie militaire) qui gréva, dans les secteurs stratégiques

tés. Ainsi, si dans ce domaine le général Rios Montt a éliminé la corruption des militaires (c'est-à-dire rendu l'initiative au secteur privé), le général Mejia Victores a mis en place, dès le mois de septembre, une nouvelle politique commerciale et surtout de profondes modifications législatives réglementant la production. Tout d'abord, à l'annonce de la création d'un ministère de l'Énergie et des Mines coïncidait la décision de commercialiser la part réservée à l'État égale à 55% du brut extrait (précisons que pour l'essentiel, le Guatemala exporte son brut et importe du pétrole raffiné). Exporté au prix de 26 dollars le baril (le prix de référence de l'OPEP est de 30 dollars), Exxon et Texaco se sont immédiatement déclarés intéressés pour respectivement 140.000 et 50.000 barils. Mais afin de résoudre les graves problèmes de devises, une nouvelle loi est promulguée le 16 septembre (décret 109-83) pour créer les conditions attractives nécessaires à l'augmentation de la production. Nous pouvons les résumer comme suit : les aires d'explorations passent de 200.000 hectares à 300.000 hectares sur terre et à 400.000 sur la plate-forme continentale ; celles d'exploitation de 100.000 à 150.000 hectares.

oscillant entre 5% et 15%, rapporteraient à l'État la somme de 15 millions de quetzales, soit moins de la moitié de ce qu'elle rapportera en 1983. Sur cette base, ultra-libérale, la dictature compte donc sur un développement rapide et important de l'extraction pétrolière. En effet, dans le cas contraire, cette nouvelle réglementation irait à l'encontre du premier but fixé : l'approvisionnement en devises. Actuellement, les ressources pétrolières sont exploitées à 95% par Elf-Aquitaine qui participe également (soustraitance) à la construction du port de San-Jose sur le Pacifique, destiné dans le futur à accueillir le projet d'oléoduc qui le reliera à l'Atlantique, Santo-Thomas (acheminement du pétrole d'Alaska à la côte Est des États-Unis).

Jusqu'à maintenant, les termes de la nouvelle loi n'ont pas fait l'objet d'une révision de contrat avec la compagnie française. Ne peut-on y voir les éléments d'une concurrence, par État guatémaltèque interposé, entre compagnies pétrolières présentes et encore absentes au Guatemala (les compagnies américaines) ?

En ce qui concerne le peuple guatémaltèque et le développement du pays, si comme nous pouvons le voir, l'essor pétrolier sera à ranger aux côtés des nombreux « mirages » capitalistes, il faut s'attendre à d'autres expropriations paysannes dans les zones concédées. C'est bien ce qui s'était passé à Panzos en 1978, quand Exmibal (International Nickel of Canada and Hanna Mining of Cleveland) exploitant le nickel, avait été à l'origine de l'expropriation des paysans venus demander des explications sur la place du village. Bilan : 132 morts. ■

	1981	1982	1983*	1984**
SALVADOR				
militaire	35 495	32 002	26 300	36 300
économique	104 500	186 190	204 960	195 480
COSTA RICA				
militaire	0 035	2 058	1 125	2 150
économique	13 300	50 590	160 360	105 040
GUATEMALA				
militaire	0 005	0	0 200	10 250
économique	16 700	13 520	38 120	64 480
HONDURAS				
militaire	3 998	31 275	20 300	41 000
économique	56 100	78 090	58 770	83 200
NICARAGUA				
militaire	8 004	0	0	0
économique	59 600	6 150	0 350	0 350
PANAMA				
militaire	0 383	5 401	5 450	5 500
économique	10 500	15 060	12 540	13 320

* approuvé - ** sollicité par l'administration
source : Département d'État, États-Unis.

d'avenir la possibilité de profit pour les entreprises américaines.

Déjà en 1980, l'exploitation des ressources pétrolières du pays dont les réserves sont estimées à plusieurs milliards de barils était la seule activité à attirer les investissements étrangers. Actuellement, le pétrole représente pour l'État une source de revenus de 35 millions de quetzales par an pour une production nationale de 10.000 barils par jour dont 5.600 sont expor-

Faisant l'objet d'un contrat d'une durée maximum de 25 ans entre l'État et les compagnies pétrolières, la participation du capital national est fixée à partir d'un seuil de 5% minimum. Sont exonérées de toutes impositions (TVA et droits d'importation) les importations nécessaires, et les rapatriements de profits sont illimités. A cela il faut ajouter que selon les estimations basées sur le niveau de production actuel, les impôts sur les bénéfices nets (décomptés tous les frais de produc-